



Le Plan de relance français est-il déjà insuffisant ?

Le président de la république a [présenté jeudi 4 décembre 2008 un plan de relance de l'économie française](#), qu'il a qualifié d' « ambitieux et massif ».

Ce plan, d'un coût total estimé à 26 milliards d'euros sur deux ans, engagera 15,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en 2009. Il devrait générer un surcroît de croissance de 0,8 point, mais fera passer le déficit public de la France pour 2009 à 4% du PIB, contre 3,1% initialement prévus. Le chef de l'Etat a assuré que cet impact serait marginal dès 2010, et que l'objectif de déficit pour 2012 était maintenu, voire légèrement amélioré.

La formule choisie est une relance par l'investissement plutôt que par la consommation. Il n'y aura donc pas de coup de pouce au SMIC, ni aux salaires de la fonction publique, c'est bien regrettable. Il n'y aura pas de baisse de la TVA.

Première partie de ce plan pour soulager les trésoreries des entreprises, et particulièrement des PME, l'Etat remboursera par anticipation environ 11 milliards d'euros de dettes en matière notamment de crédit impôt recherche, de remboursement de TVA et d'excédents de l'impôt sur les sociétés.

L'autre grand volet de ce plan est l'accélération des programmes d'équipements. 10,5 milliards d'euros y seront consacrés. 4 milliards viendront directement de l'Etat, qui investira dans les infrastructures d'équipement, avec notamment la construction de quatre lignes de TGV entre 2010 et 2014, mais également dans l'enseignement supérieur et la recherche, les industries de défense, et le patrimoine. 4 autres milliards seront investis par les grandes entreprises, EDF, Gdf-Suez, la Poste, la RATP et la SNCF, pour se moderniser et se développer.

Enfin, 2,5 milliards d'euros viendront des collectivités locales, auxquelles l'Etat propose un remboursement anticipé d'un an de dette de TVA contre un accroissement ou une amélioration de leur équipement, en matière par exemple de maisons de retraite, hôpitaux, crèches ou programmes immobiliers.

Des mesures spécifiques concernent le logement, avec des programmes de construction, de rénovation, et le doublement des prêts à taux zéro pour l'achat de logement neuf, pour un coût total d'1,8 milliard d'euros.

Le secteur de l'automobile est également l'objet d'un soutien spécifique, avec un financement d'un milliard d'euros pour les organismes de crédit du secteur, l'instauration d'un fonds d'investissement pour aider les sous-traitants, et une prime à la casse de 1000 € pour les véhicules de plus de 10 ans, en échange de l'achat d'un véhicule plus écologique.

Enfin, une prime de 200 euros sera attribuée en avril au 3,8 millions de ménages sensé être bénéficiaires du nouveau RSA.

Ce plan est-il à la hauteur de ce qui est nécessaire ? Certaines voix s'élèvent déjà pour regretter que celui-ci ait été conçu pour plaire à certains autres pays européens. La relance par l'investissement a été choisie sans maintenir une proportion significative de relance par la consommation. Un choix économique différent consisterait certainement à trouver un équilibre entre les deux et notamment pour que ce plan permette, dans les circonstances actuelles, des effets immédiats. Dans les choix présents nombres d'effet n'interviendront que dans 3 ou 4 années et il nous faut compter sur la relance d'autres pays (voisins) pour espérer des effets à court terme.

Trop peu d'effet immédiats, des salariés une nouvelle fois oubliés : cette situation ne pourra être durablement maintenue sans conséquences sociales.

A moins d'un nouveau plan dans quelques temps

Paris, le 16 décembre 2008 - [JPA](#)